

Un nouveau triangle : L'interaction entre les relations Chine et UE-Inde ^(1/2)

Philippe LE CORRE

Professeur de géopolitique et études asiatiques à l'ESSEC. Chercheur à l'*Asia Society Policy Institute (Center for China Analysis)*, chercheur associé au *John K. Fairbank Center for Chinese Studies* (Harvard).

Si la Chine – géant asiatique qui n'a cessé de monter en puissance – a façonné la relation entre les États-Unis et l'Inde pendant des décennies ⁽¹⁾, une nouvelle dynamique trilatérale significative émerge aujourd'hui entre l'Union européenne (UE), la Chine et l'Inde. Depuis plusieurs années, les dirigeants indiens et européens renforcent en effet leurs liens. Ils considèrent la Chine comme un rival économique et sécuritaire redoutable, tout en voyant les États-Unis comme un partenaire-clé en matière de sécurité et, dans le cas de l'Europe, un allié de longue date.

Quel est l'état actuel des relations UE-Chine et UE-Inde ? Alors que l'influence et l'attrait économique de l'Inde augmentent, pourrait-elle devenir une alternative viable à la Chine pour les dirigeants d'entreprises et les décideurs politiques européens ? Comment Bruxelles intègre-t-elle l'Inde dans ses stratégies pour faire face à une éventuelle crise en Asie ou en Indo-Pacifique plus largement ?

Il y a vingt-cinq ans, l'Union européenne considérait la Chine comme une priorité absolue pour le commerce, les échanges culturels et la diplomatie. À la suite de l'introduction de la « politique de la porte ouverte » de Pékin en 1978 et le fort encouragement des autorités chinoises, les entreprises européennes ont afflué en Chine. Initialement, de nombreuses entreprises utilisaient Hong Kong comme intermédiaire pour les affaires, mais dès le milieu des années 1990, la province de Guangdong et la municipalité de Shanghai sont devenues des portes d'entrée clés sur le marché chinois, en particulier pour l'Allemagne et la France ⁽²⁾. Le commerce et les investissements ont fortement augmenté, notamment après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, largement soutenue par les élites politiques et économiques européennes.

⁽¹⁾ MADAN Tanvi, *Fateful Triangle: How China Shaped U.S.-India Relations During the Cold War*, Brookings Institution Press, 2020.

⁽²⁾ LE CORRE Philippe, « Europe's China Challenge: The Narrow Path for France, Germany, and the EU », Asia Society Policy Institute, Center for China Analysis, 1^{er} avril 2023 (<https://asiasociety.org/>).



Aujourd'hui, la Chine est le troisième partenaire commercial de l'UE, avec des investissements européens substantiels dans le pays.

En revanche, l'Inde était longtemps perçue comme un simple partenaire potentiel. Seuls quelques États membres de l'UE – dont la France – avaient pris des mesures pour forger un partenariat stratégique avec New Delhi. Les investissements européens en Inde étaient, et restent encore, limités ; de nombreuses entreprises citant des défis tels que les infrastructures inadéquates, les barrières d'accès au marché et une bureaucratie complexe, rendant difficile l'exploitation dans la plupart des États indiens. Cependant, les perceptions commencent à évoluer. Du côté de l'UE, la stratégie 2019 de la Commission européenne pour la Chine caractérisait Pékin de « partenaire, concurrent et rival systémique ». La pandémie de Covid-19, qui a perturbé les liens directs entre l'Europe et la Chine de 2020 à 2022, a causé des tensions considérables. Cela a été suivi par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, un conflit que beaucoup sur le continent perçoivent comme ayant le soutien tacite de Pékin.

Des facteurs supplémentaires, notamment un régime chinois de plus en plus autoritaire sur le plan intérieur et plus ambitieux à l'international, ont contribué aux perceptions négatives européennes, comme l'explique en détail le dernier rapport sur les perceptions de l'opinion publique mondiale sur la Chine, publié par le *Center for China Analysis* ⁽³⁾. Cela a, à son tour, affecté la relation UE-Chine, qui a été progressivement rétrogradée par rapport à la période de la « lune de miel » de 1995 à 2015.

Par ailleurs, le renforcement de la relation UE-Inde est un développement relativement récent, motivé par plusieurs facteurs apparus à la suite de la pandémie. Ceux-ci incluent l'ascension d'un *Bharatiya Janata Party* ambitieux sous la direction du Premier ministre Narendra Modi, qui a pris ses fonctions pour la première fois en 2014 et a entamé son troisième mandat en 2024, ainsi qu'une diversité plus large de partenariats entre l'UE et l'Inde. D'autres facteurs influençant les relations UE-Inde incluent l'affirmation croissante de la République populaire de Chine (RPC) dans la région et le retrait partiel des États-Unis du multilatéralisme lors du premier mandat du président Donald Trump (2017-2021). Depuis janvier 2025, la probabilité croissante d'une rupture de l'alliance transatlantique sous la nouvelle administration Trump incite l'UE à rechercher de nouveaux partenaires, y compris dans la région indo-pacifique. De plus, la croissance robuste du PIB de l'Inde – 6,6 % en 2025 et une projection à 6,7 % en 2026 – attire les entreprises européennes ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ « Bringing Global Public Opinion on China into Focus: What Does the World Think of China? Is There Such a Thing as Global Public Opinion on China? », *Asia Society Policy Institute*, Center for China Analysis (<https://asiasociety.org/policy-institute/global-public-opinion-china/bringing-global-public-opinion-china-focus>).

⁽⁴⁾ GUHA Chandramouli, « UN Report Forecasts Robust Growth in Indian Economy », *United Nations India*, 10 janvier 2025 (<https://india.un.org/en/287164-un-report-forecasts-robust-growth-indian-economy>).

Dans un environnement mondial défini par la multipolarité, la relation UE-Inde, autrefois discrète, pourrait-elle évoluer vers un partenariat plus étroit ? Alors que les relations UE-Chine sont confrontées à des défis importants, l'Inde pourrait-elle émerger comme une alternative asiatique viable pour l'Europe ? La relation UE-Inde actuelle est décrite comme « stratégique ». En réalité, elle est partielle et inégale, et il existe des différences majeures dans la nature des relations entre l'Inde et les différents États membres de l'UE. Pendant ce temps, comment Pékin perçoit-elle son concurrent dans le Sud global alors qu'elle cherche à gagner le soutien de l'Europe ?

Dans l'article ci-dessous, en deux parties, il est proposé d'explorer la dynamique de l'interaction entre ces trois puissances dans un contexte géopolitique en rapide évolution. Le texte examine les défis politiques et économiques de l'Inde dans le contexte de la relation UE-Chine, l'évolution de la relation UE-Inde et si un tel partenariat peut prendre le devant de la scène en cas d'escalade des tensions avec la Chine. Les pays européens ont maintenu des liens solides avec le Sud global, et certains voient une Inde forte comme un pont potentiel pour favoriser la coopération en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Afrique.

L'état des relations UE-Chine en 2025

À partir de la fin des années 1980, la politique de la « porte ouverte » de la Chine a été déterminante dans la manière dont les élites politiques et économiques européennes percevaient le pays et favorisait une collaboration à long terme, en particulier dans les affaires. Au fil du temps, les entreprises européennes ont commencé à utiliser des usines chinoises comme sous-traitants, tandis que d'autres ont saisi l'opportunité de pénétrer le potentiel d'un marché de 1,4 milliard de consommateurs en pleine croissance. Cet enthousiasme a conduit à une augmentation du commerce et des investissements, ainsi qu'à environ soixante dialogues bilatéraux annuels coordonnés par la Commission européenne, abordant une large gamme de questions allant de la technologie et des affaires au changement climatique, à la culture et même aux droits de l'homme.

Après l'adhésion de la Chine à l'OMC, elle est devenue le deuxième partenaire commercial de l'UE pour le commerce de biens de consommation. Le commerce bilatéral de biens a atteint 503,6 milliards de dollars en 2014 et 635,1 milliards de dollars en 2024 ⁽⁵⁾. Alors que les entreprises européennes avaient massivement investi en Chine depuis les années 1990, les entreprises chinoises ont commencé à investir davantage en Europe autour de la crise financière de 2008, les investissements

⁽⁵⁾ Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (<http://english.customs.gov.cn>).



culminant à 37,7 milliards de dollars en 2016 ⁽⁶⁾. Plusieurs acquisitions majeures d'entreprises européennes par la Chine dans les domaines de la robotique, de la biotechnologie et de l'agriculture, ainsi que des investissements dans les infrastructures portuaires, aéroportuaires et énergétiques européennes, ont suscité des inquiétudes croissantes dans plusieurs capitales européennes ⁽⁷⁾, ce qui, en 2017, a conduit Bruxelles à insister pour que l'UE commence à construire de nouveaux mécanismes de défense ⁽⁸⁾. En janvier 2024, un nouveau règlement a été introduit pour réviser les mécanismes de contrôle des investissements étrangers de l'UE afin de les rendre plus efficaces ⁽⁹⁾.

En 2019, l'Union européenne avait durci sa position à l'égard de la Chine, prônant une relation « plus équilibrée » qui inclurait un meilleur accès au marché pour les entreprises européennes et un terrain de jeu équitable. Cependant, la pandémie a conduit à une incompréhension accrue entre les deux parties. Les Européens sont devenus de plus en plus préoccupés par la domination chinoise des chaînes d'approvisionnement et ses quasi-monopoles dans des secteurs critiques tels que les panneaux solaires ou les télécommunications. Face aux défis rencontrés par les entreprises européennes pour accéder au marché chinois, Bruxelles a introduit des restrictions supplémentaires en 2019, malgré les efforts pour finaliser un accord global sur l'investissement à la fin de 2020 ⁽¹⁰⁾. Cependant, en deux mois, l'accord a échoué en raison d'une série de sanctions, d'abord imposées par l'UE pour des questions de droits de l'homme, ce qui a provoqué une réponse de rétorsion vigoureuse de la Chine (en mai 2025, Pékin a cependant levé certaines de ces restrictions contre des élus européens).

La guerre Russie-Ukraine n'a fait qu'aggraver la défiance des Européens. Depuis l'invasion russe en 2022, les sommets virtuels entre le président Xi Jinping et les dirigeants européens ont produit de moins en moins de résultats, les dirigeants de l'UE espérant que Pékin exercerait une influence plus positive sur Moscou. Ces efforts se sont révélés infructueux. Josep Borrell, l'ancien haut représentant de l'UE pour la politique extérieure et la sécurité, avait décrit le sommet virtuel tenu au printemps 2022 comme un « dialogue de sourds » ⁽¹¹⁾. La Russie et la Chine n'ont depuis cessé de renforcer leur partenariat par des visites présidentielles et un commerce et des investissements florissants. La Chine a également

⁽⁶⁾ HANEMANN Thilo et HUOTARI Mikko, « Record Flows and Growing Imbalances: Chinese Investment in Europe in 2016 », *Rhodium Group and Mercator Institute for China Studies (MERICS)*, 3 janvier 2017 (<https://merics.org/>).

⁽⁷⁾ « France, Germany, Italy Urge Rethink of Foreign Investment in EU », *Reuters*, 14 février 2017 (www.reuters.com/).

⁽⁸⁾ LE CORRE Philippe, *op. cit.*

⁽⁹⁾ « Revision of the EU FDI Screening Regulation: Is EU-Wide Investment Screening on the Way? », *Noerr*, 29 janvier 2025 (www.noerr.com/).

⁽¹⁰⁾ PARLEMENT EUROPÉEN, « EU-China Comprehensive Agreement on Investment », 20 septembre 2025 (<https://www.europarl.europa.eu/>).

⁽¹¹⁾ GARCIA-HERRERO Alicia, « EU-China Summit Remains a "Dialogue of the Deaf" for EU Trade Concerns », *Bruegel*, 22 décembre 2023 (<https://www.bruegel.org/newsletter/eu-china-summit-remains-dialogue-deaf-eu-trade-concerns>).

joué un rôle central dans la reconstitution de la base industrielle de défense de la Russie par le biais d'exportations à double usage.

Sous la pression des dirigeants nationaux européens, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prononcé un discours ambitieux en mars 2023, esquissant une stratégie pour se prémunir contre les risques liés à la Chine ⁽¹²⁾. Trois mois plus tard, cette stratégie a été définie de manière exhaustive dans la communication de l'UE sur une stratégie de sécurité économique européenne. La stratégie visait à renforcer les outils politiques de l'UE, y compris des mesures pour contrôler les investissements étrangers et contrer les subventions d'État et d'autres pratiques commerciales déloyales ⁽¹³⁾. En janvier 2024, la Commission européenne a proposé cinq autres initiatives ⁽¹⁴⁾, y compris des contrôles à l'exportation plus stricts, des recherches supplémentaires sur les technologies à double usage potentielles et des évaluations des risques liés aux investissements sortants. Selon la commission, le cas particulier de la Chine nécessite désormais « une approche flexible et pragmatique de l'ensemble de l'UE » qui non seulement défendra les intérêts et les valeurs fondamentaux, mais obtiendra également des résultats concrets dans des domaines tels que le commerce et l'investissement, le changement climatique, la biodiversité et la réponse aux pandémies ⁽¹⁵⁾. En d'autres termes, l'UE considère la Chine à la fois comme un partenaire commercial et un rival systémique.

Bien que Pékin ait tenté d'améliorer les relations depuis la fin de la pandémie, Bruxelles a plusieurs préoccupations de fond. La Commission européenne affirme que Pékin est devenu « moins ouvert au monde et plus répressif à domicile » tout en adoptant « une posture plus assertive à l'étranger, recourant à la coercition économique, aux boycotts des biens européens et aux contrôles des exportations de matières premières critiques ». Sur le plan économique, les Européens décrivent de plus en plus le marché chinois comme « moins accessible ». En même temps, la dépendance croissante de l'UE à l'égard de la Chine – en particulier pour la numérisation et la décarbonisation – a rendu la relation plus asymétrique, diminuant les avantages que la Chine offrait autrefois aux économies européennes ⁽¹⁶⁾. L'économie chinoise est devenue de plus en plus fermée aux entreprises européennes en raison de politiques industrielles nationalistes caractérisées par des subventions d'État, une bureaucratie complexe, des ingérences du Parti communiste chinois et une forte volonté de développer des champions d'entreprises nationales.

⁽¹²⁾ LEYEN (VON DER) Ursula, « Discours sur les relations entre l'UE et la Chine à l'intention du *Mercator Institute for China Studies* et du Centre de politique européenne », Commission européenne, 30 mars 2023 (<https://ec.europa.eu/>).

⁽¹³⁾ « The "De-Risk" Is in the Details: A Look at Europe's Ambitious New Economic Security Strategy », Atlantic Council, 22 juin 2023 (www.atlanticcouncil.org/).

⁽¹⁴⁾ COMMISSION EUROPÉENNE, « La Commission propose de nouvelles initiatives pour renforcer la sécurité économique », 23 janvier 2024 (https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_24_363).

⁽¹⁵⁾ DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION TO THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA « The European Union and China », 15 août 2023 (https://www.ecas.europa.eu/delegations/china/european-union-and-china_en).

⁽¹⁶⁾ GARCIA-HERRERO Alicia, « Can Chinese Growth Defy Gravity? », BRUEGEL, 20 juin 2023 (www.bruegel.org/).



Globalement, le marché chinois est devenu moins attrayant pour les entreprises européennes. Depuis 2021, la consommation a chuté et la croissance du PIB a ralenti. L'investissement de l'UE en Chine a atteint un niveau record bas en 2023 ⁽¹⁷⁾, le plus bas depuis une décennie, probablement en raison de la détérioration des conditions auxquelles les investisseurs chinois sont confrontés aux États-Unis ⁽¹⁸⁾. Contrairement à nombre de leurs homologues américains qui ont déplacé leur production vers d'autres pays asiatiques, des multinationales allemandes (par exemple, BASF, BMW et Volkswagen) ont cependant continué d'investir en Chine.

Pékin a exprimé sa volonté de s'engager avec l'Europe, bien qu'elle ait ignoré certaines préoccupations européennes. « Nous devons unir nos forces et travailler ensemble pour construire un monde plus sûr ! », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Wang Yi en février 2025 lors de la Conférence annuelle sur la sécurité de Munich ⁽¹⁹⁾. Cela a été accueilli avec scepticisme en Europe. Tout au long de 2023 et 2024, des dirigeants européens comme le président français Emmanuel Macron et l'ancien chancelier allemand Olaf Scholz ont effectué des visites annuelles à Pékin, mais chaque fois, ils sont revenus avec peu d'assurances concernant l'ouverture économique de la Chine ou sa volonté de s'engager sur des questions mondiales au-delà du changement climatique et de la biodiversité. De plus, au cours des trois dernières années, le soutien de la Chine à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine est devenu plus évident avec des exportations substantielles de technologies à double usage, malgré sa position officielle de neutralité.

En 2024, le président Xi Jinping a visité trois pays européens : la France, à l'occasion du soixantième anniversaire des relations diplomatiques franco-chinoises, ainsi que la Hongrie et la Serbie, deux principaux bénéficiaires des investissements et de l'aide chinois au cours de la dernière décennie. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban et le président serbe Aleksandar Vucic ont constamment exprimé leur proximité avec la Chine de Xi, notamment en participant aux sommets « *Belt and Road* » à Pékin et ont promu le vaccin Sinopharm pendant la pandémie de Covid-19.

La nomination récente de l'ancien ambassadeur de Chine en France, Lu Shaye, en tant qu'envoyé spécial chargé de « mener des consultations et des échanges avec les pays européens » a eu un effet plutôt négatif. Lu, connu pour son style abrasif, a passé cinq ans en tant qu'ambassadeur en France, souvent en délicatesse avec ses hôtes. Il aurait été convoqué à sept reprises par le ministère des Affaires étrangères pour une série de querelles de haut niveau et, selon des

⁽¹⁷⁾ KRATZ Agatha, ZENGLEIN Max J., BROWN Alexander, *et al.*, « Chinese FDI in Europe: 2023 Update », *Rhodium Group and MERICS*, 6 juin 2024 (<https://merics.org/>).

⁽¹⁸⁾ HANEMANN Thilo, MEYER Armand et GOH Danielle, « The Next Generation of China's Outbound Investment », *Rhodium Group*, 16 octobre 2024 (<https://rhg.com/news/the-next-generation-of-chinas-outbound-investment>).

⁽¹⁹⁾ « Wang Yi Draws on Ancient Chinese Wisdom for China-U.S. Relations », *CGTN Europe*, 15 février 2025 (<https://www.youtube.com/watch?v=CTMmUeGBBaw>).

personnes proches de son cas, avait perdu l'accès à tous les échelons gouvernementaux français de haut niveau ⁽²⁰⁾. La nomination à un poste européen de quelqu'un au tel passif – longtemps considéré comme un « diplomate guerrier loup » – apporte quelques indications sur la façon dont Pékin perçoit sa relation avec Bruxelles.

Depuis 2019, la relation sino-européenne a rencontré des défis économiques et stratégiques croissants, ouvrant la voie à un nouvel acteur, l'Inde. Au milieu des crises en cours entre la Chine et l'UE, l'Inde s'affirme plus fortement sur la scène mondiale. Les liens économiques entre l'Inde et l'Europe se renforcent, y compris dans le domaine des achats de défense, les deux parties étant de plus en plus intéressées à renforcer leur partenariat.

L'évolution des relations sino-indiennes : ce qui est en jeu pour l'UE

Les relations de l'UE avec l'Inde et la Chine doivent être considérées dans le contexte géopolitique mondial plus large, en particulier à la lumière des relations sino-indiennes et des interactions de ces deux puissances avec les États-Unis.

En juin 2020, les relations sino-indiennes ont subi un revers majeur après un affrontement frontalier dans la vallée de Galwan, dans la région himalayenne du Ladakh. L'affrontement, qui a fait au moins 24 morts, a conduit à un gel de quatre ans des relations bilatérales, sans réunions entre Narendra Modi et Xi Jinping. Un autre accrochage a eu lieu en Arunachal Pradesh à la fin de 2022, exacerbant les tensions, qui continuent de couver. Des images satellites récentes ont révélé la construction d'une nouvelle base chinoise près de Pangong Tso, le lac stratégique au cœur de l'affrontement et un point de tension persistant ⁽²¹⁾. Cette base comprend plus de 100 bâtiments sur 17 hectares et est située à seulement 35 kilomètres de la ligne de contrôle effectif. Des experts suggèrent qu'elle pourrait servir à des fins militaires et logistiques.

Finalement, pour Pékin comme pour New Delhi, le coût d'une relation antagoniste est devenu trop élevé et il y avait des pressions politiques ainsi qu'économiques importantes pour améliorer les relations. Pékin a reconnu l'importance croissante de l'Inde en tant que marché potentiel, en particulier face aux restrictions imposées par les États-Unis et à ses propres défis économiques internes. L'Inde dépend fortement des importations chinoises – son secteur de l'électronique et son industrie pharmaceutique dépendent des intrants chinois – et son déficit commercial avec la Chine a atteint 85,1 milliards de dollars pour l'exercice

⁽²⁰⁾ GARCIA-HERRERO Alicia, « The European Union Must Prepare for a Much More Difficult Relationship with China », *Bruegel*, 30 septembre 2024 (www.bruegel.org/).

⁽²¹⁾ « After Bridge, a New Chinese Settlement Near Pangong Lake: What We Know So Far », *Firstpost*, 15 octobre 2024 (<https://www.firstpost.com/>).



2024 ⁽²²⁾. Cette interdépendance, combinée au potentiel d'augmentation du commerce et des investissements bilatéraux, a incité la communauté des affaires indienne à encourager le gouvernement à reprendre les échanges avec Pékin.

Les échanges diplomatiques de haut niveau ont lentement repris après une réunion Modi-Xi lors du sommet des *BRICS* à Kazan (Russie) fin 2024, suivie d'une réunion entre le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Sun Weidong et le secrétaire indien aux Affaires étrangères Shri Vikram Misri à Pékin pour promouvoir la « mise en œuvre du consensus » atteint à Kazan. En septembre 2025, Xi Jinping et Narendra Modi ont échangé en marge du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai à Tianjin.

Au cours des dernières années, Pékin a observé le rapprochement croissant entre New Delhi et Washington *via* des initiatives telles que le *Quad* et divers engagements bilatéraux. Les visites d'État de Modi à Washington en juin 2023 et février 2025 ont été attentivement suivies, soulignant l'importance que la Chine accorde aux dynamiques changeantes entre l'Inde, les États-Unis et l'UE. Lors de la visite de début 2025, des indications ont émergé que les relations États-Unis-Inde continueraient de prospérer sous la nouvelle administration Trump. Les deux partis au Congrès partagent des préoccupations similaires concernant l'influence régionale croissante de la Chine, créant une base solide pour la collaboration États-Unis-Inde.

L'agression russe contre l'Ukraine avait été un point de discorde majeur entre l'Inde, les États-Unis et l'Europe. L'Inde n'a jamais condamné la guerre, tandis que l'administration Biden et l'UE ont fortement soutenu l'Ukraine. Néanmoins désormais, le président Donald Trump fait pression pour une résolution pacifique du conflit, rapprochant potentiellement l'Inde et l'UE alors que les deux cherchent une solution diplomatique. Cependant, beaucoup dépendront des intentions du président russe Vladimir Poutine et de la capacité des autres puissances mondiales à influencer le cours des événements.

À la suite de la réunion entre les ministres indien et chinois des Affaires étrangères à la fin de janvier 2025, Pékin a exprimé un désir clair de construire une relation à long terme avec l'Inde : « La Chine et l'Inde devraient se concentrer sur une perspective stratégique et à long terme pour promouvoir des relations bilatérales stables et saines. » Malgré la concurrence que représente l'Inde, en particulier avec ses liens croissants avec les États-Unis, la Chine semble désormais désireuse d'améliorer les relations bilatérales. Ce changement est probablement motivé par un désir d'empêcher un partenariat encore plus étroit entre New Delhi et Washington, ce qui pourrait modifier les dynamiques régionales. Aux yeux de Washington, l'Inde représente les intérêts des économies émergentes avec lesquelles

⁽²²⁾ PATHAL Jhanavi, « India's Growing Trade Imbalance with China: Can Budget 2025 Provide a Solution? », *Economic Times*, 15 janvier 2025 (<https://economictimes.indiatimes.com/>).



elle souhaite s'engager et peut servir de contrepoids à la Chine. Alors que des tensions persistent sur les litiges frontaliers communs et d'autres questions géopolitiques, l'accent mis par la Chine sur l'amélioration des relations avec l'Inde souligne ses efforts stratégiques plus larges pour gérer son influence dans la région et contrer le renforcement des liens États-Unis-Inde.

À suivre...